



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Rabii YOUSSEUS.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Logement - Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2010-2016 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord-Ecusson - Attribution de subventions complémentaires pour la réhabilitation d'une copropriété - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en œuvre, dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre dénommé « Montpellier Grand Cœur », divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées (OPAH-RU CD).

Dans ce cadre, l'OPAH-RU dénommée « Gambetta / Figuerolles / Nord-Ecusson » a été engagée le 31 août 2010 pour une durée de 5 ans, prolongée de 6 mois jusqu'au 29 février 2016. Elle avait pour objet de requalifier les copropriétés dégradées, résorber l'habitat insalubre et améliorer les performances énergétiques des logements tout en permettant, lorsque cela était possible, de produire du logement locatif social.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1^{er} janvier 2015 lui confère de nouvelles prérogatives parmi lesquelles, au titre de la compétence politique locale de l'habitat, les actions d'amélioration du parc immobilier bâti et la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre à travers la mise en œuvre d'OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat) ou d'opérations similaires.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole assure désormais l'attribution de subventions jusque-là accordées par la Ville de Montpellier, selon les modalités suivantes :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux lourds de rénovation d'un logement indigne ou très dégradé, une subvention de 10 % du montant TTC des travaux, en complément des 50 % de l'Anah (Agence nationale de l'habitat) et des 10 % de la Métropole ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux permettant un gain énergétique de plus de 25 %, une prime de 500 € complémentaire à l'aide de l'Etat attribuée dans le cadre du programme « Habiter Mieux » ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble en copropriété, et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement, une subvention représentant 30 % de la quote-part individuelle, plafonnée à 3 000 € par logement.
- pour les syndicats des copropriétaires réalisant des travaux de réhabilitation des parties communes de l'immeuble, dont ceux relevant de la « copropriété dégradée », une subvention de 30 % du montant TTC des travaux, plafonnée à 4 000 € par immeuble.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de la cage d'escalier et de la colonne d'électricité de la copropriété du 16 rue du Puits des Esquilles, à Montpellier, pour un montant total de 4 000 €.

Le coût des travaux s'élève à 56 549 € TTC et correspond à la dépense subventionnable. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 30 % plafonné à 4 000 € ;
- Copropriété : solde, soit 52 549 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 4 000 € au syndic Ecusson Immobilier sis 3 rue Saint Côme à Montpellier, mandataire du syndicat des copropriétaires du 16 rue du Puits des Esquilles ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur la base de la dépense réellement constatée, et dans la limite des crédits annuels alloués ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-42846-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.